

## **MODÈLE DE CONTRAT POUR LA TRADUCTION D'UNE ŒUVRE DE LITTÉRATURE GÉNÉRALE**

Entre les soussignés :

.....

Ci-après dénommé(e) « le traducteur »<sup>1</sup>

d'une part

ET

.....

ci-après dénommé « l'éditeur »

d'autre part.

### **ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :**

L'éditeur a acquis le droit exclusif de traduction, de publication et d'exploitation en langue française de l'œuvre intitulée ..... de ..... (ci-après « l'auteur de l'œuvre d'origine ») publiée originellement en langue ..... (ci-après « l'œuvre d'origine »).

L'éditeur ayant souhaité confier au traducteur la traduction de l'œuvre d'origine en langue française (ci-après « l'œuvre traduite »), les parties se sont rapprochées afin de convenir ses modalités d'exploitation.

### **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIVIT :**

#### **ARTICLE LIMINAIRE :**

Il est précisé que les dispositions contractuelles ci-après exposées seront exécutées et interprétées à la lecture et dans le respect de la loi et de l'accord conclu en application de l'article L.132-17-8 du Code de la propriété intellectuelle et étendu par arrêté dont le traducteur déclare connaître les termes.

---

<sup>1</sup> Les données du traducteur telles que le n° de sécurité sociale, n° SIRET, code IBAN et SWIFT BIC devront idéalement faire l'objet d'une collecte dans un document séparé qui sera traité uniquement par le service en charge de la comptabilité auteurs, ceci afin de respecter le principe de minimisation issu de l'article 5 du RGPD (« les données à caractère personnel doivent être [...] limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées »).

## **SECTION 1 : DISPOSITIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES EXPLOITATIONS DE L'ŒUVRE TRADUITE**

### **ARTICLE 1 : ETABLISSEMENT DE LA TRADUCTION<sup>2</sup>**

**1.** L'éditeur confie au traducteur, qui accepte, le soin de traduire l'œuvre d'origine personnellement et fidèlement en langue française.

**2.** Le traducteur s'engage à remettre à l'éditeur, au plus tard le ..... la traduction complète de l'œuvre d'origine sous forme de fichier numérique ainsi que deux exemplaires imprimés, dactylographiés au recto en double interligne sur des pages comportant 25 lignes de 60 caractères, lettres ou signes, soit 1500 signes espaces compris par page<sup>3</sup>. Le traducteur s'engage à avertir immédiatement l'éditeur en cas de retard prévisible.

Le traducteur déclare conserver un double complet de la traduction sous forme de fichier numérique ou d'exemplaire imprimé et dégage l'éditeur de toute responsabilité en cas de perte, vol ou destruction du manuscrit remis.

**3.** En cas de résiliation du contrat de publication en langue française signé par l'éditeur sur l'œuvre d'origine (ci-après « le contrat de base »), le traducteur conservera comme indemnité forfaitaire et définitive toutes les sommes qui lui auront été versées au titre d'avances sur droit, frais de recherche et de documentation, etc.<sup>4</sup>

**4.** Le traducteur remet un texte de qualité littéraire consciencieuse et soignée, conforme aux règles de l'art et aux exigences de la profession, ainsi qu'aux dispositions particulières du présent contrat telles qu'énoncées à l'article 14. La traduction comprendra la traduction de l'ensemble des textes de l'œuvre d'origine figurant dans l'édition originale (préface, annotations, annexes, rabats, biographie, index,...).<sup>5</sup>

**5.** Le traducteur garantit à l'éditeur la jouissance entière et libre de toutes servitudes des droits cédés contre tous troubles, revendications et évictions quelconques, cette garantie étant une condition essentielle et déterminante du contrat.

**6.** A la remise du manuscrit le traducteur signale les points sur lesquels il a effectué des corrections, des vérifications ou des choix de traduction particuliers. Tout apport critique du traducteur doit être approuvé par l'éditeur, qui assume la direction technique et littéraire de l'ouvrage.

**7.** Les manuscrits et les documents fournis par le traducteur sont la propriété de l'éditeur.<sup>6</sup>

---

<sup>2</sup> Compléter l'article 14 « CLAUSES PARTICULIERES » du présent contrat afin de prévoir toutes les dispositions du contrat de publication en langue française signé par l'éditeur sur l'œuvre d'origine susceptibles d'avoir un effet sur les relations entre le traducteur et l'éditeur.

<sup>3</sup> Si évaluation possible, ajouter : « La traduction sera d'environ ... pages. »

<sup>4</sup> Option « En cas de résiliation du contrat de publication en langue française signé par l'éditeur sur l'œuvre d'origine, le Traducteur devra restituer à l'éditeur toutes les sommes qui lui auront été versées au titre d'avances sur droit. »  
Mise en cohérence nécessaire des options décrites aux notes 3, 9, 23, 25 et 30.

<sup>5</sup> Option « ainsi qu'un texte de présentation destiné à être reproduit ou adapté en 4ème de couverture et dans les argumentaires de vente ».

Option : « Il devra également soumettre à l'éditeur des propositions de titre français pour cet ouvrage ».

Option : Etant indiqué que la traduction devra être soumise à l'aval de l'éditeur d'origine

<sup>6</sup> Ou bien : « Les manuscrits et les documents fournis par le traducteur restent sa propriété, l'éditeur en demeurant responsable pendant un délai de un an à compter de l'achèvement de la publication ».

8. Si le traducteur ne remet pas son texte complet dans les délais prescrits et dans les formes convenues ci-dessus, l'éditeur pourra soit lui accorder un délai supplémentaire le cas échéant soit résilier le contrat aux torts exclusifs du traducteur. Tout délai supplémentaire doit faire l'objet d'un avenant au contrat. En cas de non respect du délai prévu au contrat, ou de tout délai supplémentaire accordé le cas échéant par l'éditeur, la résiliation s'opérera de plein droit, et cela sans formalité judiciaire aucune, après que le traducteur ait été vainement mis en demeure de s'exécuter dans les huit (8) jours. Ce dernier devra alors rembourser toutes les sommes qu'il a reçues, notamment à titre d'avances sur droits et de frais, augmentés des intérêts de retard calculés au taux de la Banque de France pour toute la période courant au-delà de la date initiale de remise indiquée ci-dessus.

## **ARTICLE 2 : REVISION OU REMANIEMENT DE LA TRADUCTION**

### **1. Révision de la traduction**

La traduction est établie à l'initiative de l'éditeur qui en assume la responsabilité vis-à-vis de l'auteur de l'œuvre d'origine. Si le contrat de base prévoit que l'auteur ou son représentant est habilité à donner son agrément à la traduction commandée par les présentes, l'éditeur en informera le traducteur. L'éditeur est juge de la qualité de la traduction et notamment du style, de la correction grammaticale et de sa conformité littéraire au texte étranger, comme il est d'usage dans la profession.

L'éditeur peut refuser la traduction pour des raisons de qualité, ou subordonner son acceptation à une révision du texte. Si le traducteur accepte de réviser lui-même sa traduction, dans un délai fixé d'un commun accord, il percevra les droits prévus au contrat, sans diminution ni augmentation. Si le traducteur refuse de réviser sa traduction, l'éditeur pourra effectuer lui-même la révision ou la confier à un tiers.

Les droits d'auteur prévus au présent contrat seront alors répartis entre le traducteur et la personne ayant effectué la révision, en fonction de leur participation respective à la traduction achevée et acceptée. Les droits versés au réviseur seront alors déduits de l'à-valoir qui resterait éventuellement dû au traducteur. Le traducteur se réserve dans ce cas le droit de refuser que son nom figure sur le livre.

Le traducteur disposera de 15 jours à compter de la réception de la demande de révision de l'éditeur pour lui faire part de sa décision. A défaut, il sera réputé accepter que l'éditeur confie la révision de la traduction à un tiers.

Dans ces deux cas, le délai de révision et la date de paiement du solde de l'à-valoir seront fixés d'un commun accord entre l'éditeur et le traducteur.

### **2. Remaniement de la traduction**

Si l'éditeur demande un remaniement important du texte pour des raisons étrangères à la qualité de la traduction<sup>7</sup>, un droit supplémentaire fixé d'un commun accord sera dû.

Si le traducteur refuse de remanier sa traduction, l'éditeur pourra effectuer lui-même le remaniement ou le confier à un tiers.

Dans ce cas, le traducteur percevra, sans diminution, les droits prévus au contrat.

---

<sup>7</sup> Le Code des usages pour la traduction d'une œuvre de littérature générale vise les cas suivants : coupes, mise à jour, adaptation à un nouveau public, insertion d'un appareil critique (art. IV, al. 1).

### **ARTICLE 3 : OPTION**

Le traducteur consent à l'éditeur, dès la signature du présent contrat, une option exclusive en vue de la cession des droits patrimoniaux sur la traduction. L'option ainsi offerte à l'éditeur expirera.....mois<sup>8</sup> après la remise de la traduction complète par le traducteur.

L'éditeur pourra, dans ce même délai, demander la révision ou le remaniement de la traduction, dans les conditions prévues à l'article 2. Un nouveau délai de levée de l'option, d'une durée identique au précédent, sera alors accordé à l'éditeur à compter de la remise de la traduction révisée ou remaniée.

Si l'éditeur lève l'option qui lui est consentie en vertu du présent article, les relations entre les parties seront régies, pour l'exploitation des droits patrimoniaux afférents à la traduction, par les dispositions des articles 5 et suivants du présent contrat.<sup>9</sup>

S'il ne lève pas l'option, le contrat prendra fin de plein droit à l'échéance du délai de levée d'option, éventuellement prorogé en application du présent article.

Le traducteur conservera la fraction de l'à-valoir déjà versée à titre de dédit forfaitaire à l'exclusion de toute autre indemnisation et sauf faute imputable au traducteur.<sup>10</sup>

Il recouvrera la faculté pleine et entière, à compter de cette date, d'exploiter ses droits patrimoniaux afférents à la traduction, sous réserve des droits de l'auteur de l'œuvre d'origine.

### **ARTICLE 4 : CORRECTIONS**

Le traducteur s'engage à corriger les épreuves et à les retourner à l'éditeur dans un délai de .... jours. Les épreuves ainsi retournées valent bon à tirer.

Dans le cas où le traducteur ne remet pas les épreuves dans les délais fixés, l'éditeur est fondé à considérer que le traducteur a donné son bon à tirer aux fins de publication de la traduction.

Les corrections apportées sur épreuves par le traducteur au texte définitif et complet (fichier et documents imprimés) sont à sa propre charge au-dessus de 10 % des frais de composition ou de saisie.

Au cas où il ne s'acquitterait pas de ces obligations, l'éditeur pourra confier les épreuves, aux frais du traducteur, à un correcteur de son choix et éditer la traduction, après en avoir averti le traducteur. Les frais résultant des corrections effectuées par un tiers seront prélevés sur les sommes dues par l'éditeur au traducteur.

---

<sup>8</sup> Le III. du code des usages pour la traduction d'une œuvre de littérature générale du 17 mars 2012 prévoit qu'en l'absence de délai indiqué au contrat, ce délai sera de 2 mois.

<sup>9</sup> Le cas échéant : "et par le contrat de cession des droits d'adaptation audiovisuelle".

<sup>10</sup> Option, ajouter la phrase : « Lorsque la non levée de l'option est consécutive de la résiliation du contrat de publication en langue française signé par l'éditeur et l'auteur, le Traducteur devra restituer à l'éditeur toutes les sommes qui lui auront été versées au titre d'avances sur droit ».

Autre option, aucune indemnisation : supprimer ce paragraphe et le remplacer par : « le Traducteur devra restituer à l'éditeur toutes les sommes qui lui auront été versées au titre d'avances sur droit ».

## ARTICLE 5 : OBJET DE LA CESSION

1. En cas de levée d'option sur la traduction par l'éditeur, le traducteur cède à l'éditeur, à titre exclusif, et pour la durée du présent contrat, le droit de reproduire, publier et exploiter la traduction sous forme imprimée et numérique, ainsi que les droits de reproduction, d'adaptation et de représentation afférents à la traduction, à l'exception toutefois des droits d'adaptation audiovisuelle qui doivent faire, le cas échéant, l'objet d'un contrat écrit sur un document distinct conformément à l'article L.131-3 du Code de la propriété intellectuelle.
2. Les droits de reproduction, d'adaptation et de représentation cédés pourront être exploités en toutes langues et tous pays, sous toutes formes et présentations et par tous procédés tant actuels que futurs.
3. La présente cession est faite pour avoir effet en tous lieux et pour tout le temps que durera la propriété littéraire et artistique, d'après les législations tant françaises qu'étrangères et les conventions internationales, actuelles ou futures, sur la propriété littéraire et artistique, y compris toutes les prolongations qui pourraient être apportées à cette durée.
4. De son côté, l'éditeur s'engage à assurer, à ses frais, risques et périls, la publication de la Traduction sous forme imprimée et numérique, dans les conditions définies aux sections 2 et 3 du présent contrat ainsi que dans le respect du Code de la Propriété Intellectuelle et de l'accord conclu en application de l'article L132-17-8 du Code de la Propriété Intellectuelle et étendu par arrêté et s'emploiera à lui procurer, par une diffusion dans le public et auprès des tiers susceptibles d'être intéressés, les conditions favorables à une exploitation sous d'autres formes, dans la limite des droits dont il dispose sur l'œuvre d'origine.
5. La traduction étant une œuvre dérivée, accessoire de l'œuvre d'origine, et l'exécution du présent traité étant à ce titre subordonnée aux droits que l'éditeur tient de l'auteur de l'œuvre d'origine, le traducteur ne pourra exiger la parution ou l'exploitation de la traduction, si l'éditeur, pour quelque raison que ce soit, abandonne ou se voit forcé d'abandonner la publication en français de l'œuvre d'origine ou est mis dans l'impossibilité de continuer l'exploitation. Dans ce cas, le traducteur conservera les droits déjà versés à titre de dédit forfaitaire. L'éditeur informera le traducteur de la résiliation du contrat de base<sup>11</sup>.
6. Tous les droits de propriété littéraire de l'auteur et de l'éditeur de l'œuvre d'origine et de leurs ayants droit sont expressément réservés.

## ARTICLE 6 : ATTRIBUTIONS DE L'EDITEUR

1. L'éditeur se réserve expressément le droit de déterminer seul, pour toutes les éditions :
  - le format, le façonnage ;
  - la présentation et la couverture ;
  - le prix de vente ;
  - (option) le titre ;
  - la collection ;
  - les moyens de commercialisation ;
  - les textes promotionnels, verso de couverture et rabats, prière d'insérer, campagnes publicitaires ;

---

<sup>11</sup> Option **remplacer** : « Dans ce cas, le Traducteur conservera les droits déjà versés à titre de dédit forfaitaire » par « Dans ce cas, le Traducteur devra restituer à l'éditeur toutes les sommes qui lui auront été versées au titre d'avances sur droit ». Mise en cohérence nécessaire des options décrites aux notes 3, 9, 23, 25 et 30.

- la promotion de l'œuvre traduite ;
  - La date de mise en vente sous réserve de ce qui est dit aux Articles 17 et 22 du présent contrat.
2. Le tirage est également fixé par l'éditeur. Toutefois, le premier tirage devra être, au minimum de [...] exemplaires<sup>12</sup>.
  3. L'éditeur reste seul propriétaire de tous éléments de fabrication qu'il aura établis ou fait établir pour la réalisation matérielle de l'œuvre traduite et notamment les fichiers numériques sous quelque forme que ce soit.
  4. L'éditeur est seul habilité à accorder à des tiers, tant en France qu'à l'étranger, et le cas échéant, par voie de cession, toutes les autorisations de reproduire et de représenter, de publier, d'adapter et d'exploiter dans la limite des droits qui lui sont conférés par le présent contrat tout ou partie de la traduction et ses adaptations.  
Le traducteur s'engage à communiquer à l'éditeur toute demande qui lui serait faite par un tiers en vue de l'acquisition des droits sur l'œuvre traduite.
  5. La rupture totale ou partielle du présent contrat serait sans influence sur la validité des cessions ou des autorisations consenties antérieurement par l'éditeur à des tiers qui continueraient à produire tous leurs effets à l'égard de l'ensemble des parties.
  6. L'éditeur s'engage à faire figurer le nom du traducteur sur la page de titre, ainsi que sur la première page de couverture du livre, ou à défaut sur la quatrième page de couverture. Le nom du traducteur figurera dans la mesure du possible, sur les documents de promotions et de publicité.

## **ARTICLE 7 : GESTION COLLECTIVE**

Le traducteur confie à l'éditeur le soin de percevoir pour son compte et de lui reverser les rémunérations des droits suivants à provenir d'organismes de gestion collective, sous réserve des limitations indiquées ci-après :

### **1. Droit de reprographie**

Le droit de percevoir et de faire percevoir en tous pays les rémunérations dues à l'occasion de toute reproduction par reprographie de tout ou partie de l'œuvre traduite et de ses adaptations ou traductions.

Ce droit comprend tous les types de reproduction visés à l'article L.122-10 du Code de la propriété intellectuelle, la publication de l'œuvre traduite en emportant cession à une société de gestion collective agréée, sauf cas prévus à l'alinéa 3 de ce même article.

Il sera fait application des clés de répartition définies par la société de gestion collective agréée dans les conditions de l'article L.122-10 du Code de la propriété intellectuelle.

### **2. Droit de prêt**

---

<sup>12</sup> La référence à un nombre d'exemplaire minimum n'est pas nécessaire si un minimum garanti est convenu.

Le droit de percevoir et de faire percevoir en tous pays les rémunérations dues à l'occasion du prêt en bibliothèque des exemplaires de l'œuvre traduite, de ses adaptations et traductions, sur tous les supports prévus au présent contrat sauf répartition directe par la société de gestion collective agréée.

### 3. Copie privée

#### a) Copie privée des phonogrammes

Les articles L.311-1 à L.311-8 du Code de la propriété intellectuelle prévoyant une rémunération pour copie privée des phonogrammes, les parties conviennent pour la durée du présent contrat de partager cette rémunération suivant les dispositions de l'article L. 311-7 du Code de la propriété intellectuelle, en raison du préjudice commun qui leur est causé par l'utilisation privée des techniques de reproduction des œuvres sonores.

#### b) Copie privée numérique de l'écrit

Les articles L.311-1 à L.311-8 du Code de la propriété intellectuelle prévoyant une rémunération bénéficiant à parts égales aux auteurs et aux éditeurs pour la copie privée numérique des œuvres fixées sur tout autre support, les parties percevront chacune leur quote-part de rémunération auprès de la société de gestion collective qui en a statutairement la charge.

### 4. Le cas échéant le droit de percevoir et de répartir toutes autres rémunérations à provenir d'organismes de gestion collective.

## **ARTICLE 8 : REDDITION DES COMPTES, INFORMATION DU TRADUCTEUR ET REGLEMENT DES DROITS**

1. Le compte de l'ensemble des droits dus au traducteur sera arrêté tous les ans le .....  
Les relevés de droit mentionnent les informations suivantes :
  - a) Lorsque le livre est édité sous forme imprimée :
    - Le nombre d'exemplaires fabriqués en cours d'exercice ;
    - Le nombre des exemplaires en stock en début et en fin d'exercice ;
    - Le nombre des exemplaires vendus par l'éditeur ;
    - Le nombre des exemplaires hors droits et détruits au cours de l'exercice ;
  - b) Lorsque le livre est édité sous forme numérique, les revenus issus de la vente à l'unité et de chacun des autres modes d'exploitation du livre conformément à l'Article 28 du présent contrat relatif à la reddition des comptes numériques.
  - c) Dans tous les cas :
    - La liste des cessions de droits réalisées au cours de l'exercice ;
    - Le montant des redevances correspondantes dues ou versées au traducteur ;
    - Les assiettes et les taux des différentes rémunérations prévues au présent contrat.
2. Les relevés de comptes seront adressés au traducteur par courrier ou par mail avec son accord ou mis à sa disposition dans un espace dédié, ce que le traducteur accepte expressément.<sup>13</sup> L'envoi ou la mise à disposition des relevés de comptes interviendra dans un délai maximum de six (6) mois à compter de la date d'arrêt des comptes prévue ci-dessus. L'éditeur est tenu d'informer le traducteur de la disponibilité de la reddition des comptes sur l'espace dédié<sup>14</sup>.
3. En cas de reddition des comptes non conforme aux dispositions ci-dessus, le traducteur pourra résilier le contrat selon les modalités prévues à l'article L.132-17-3, II et III du Code de la propriété intellectuelle.
4. Le compte des exemplaires vendus est établi après déduction des exemplaires retournés à l'éditeur et d'une retenue provisionnelle établie par l'éditeur en fonction du flux des retours constatés et prévisibles.

---

<sup>13</sup> En cas de mise à disposition des relevés dans un espace dédié, ajouter « Le traducteur accepte expressément que les relevés de comptes soient mis à sa disposition dans un espace dédié. Dans ce cas, le traducteur recevra alors au préalable un courrier de l'éditeur l'informant :

- de l'adresse http lui permettant de se connecter à distance,
- du matériel requis et compatible,
- de ses codes d'accès.

Le traducteur s'engage à informer l'éditeur, selon les modalités définies par l'éditeur, dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de ce courrier, de son refus et/ou de l'incompatibilité de son matériel, ne permettant alors pas d'accéder à ses redditions de comptes à distance. Dans ce cas, l'éditeur continuera d'envoyer la reddition des comptes au format papier selon les conditions contractuelles.

Si le traducteur accepte d'accéder aux redditions à distance, il reconnaît alors que l'éditeur est dispensé de tout envoi au format papier. Il appartiendra ainsi au traducteur de se connecter sur son compte pour prendre connaissance des informations afférentes à l'exploitation de son œuvre, ce qu'il accepte. L'obligation de reddition sera ainsi réalisée sous réserve d'une mise à jour annuelle au xxx/xxx/xxx.».

<sup>14</sup> En cas de mise à disposition des relevés dans un espace dédié, préciser les modalités d'information du traducteur (courrier, mail, etc.)



[Ou]

A la date d'arrêt des comptes, les ventes réelles de l'ouvrage ne peuvent être déterminées avec précision. Pour tenir compte des retours intervenant après le 31 décembre, il est constitué chaque année une provision pour retour de ...% des droits d'auteur. Cette provision est régularisée d'une année sur l'autre.

5. Le paiement des droits intervient dans un délai maximum de six (6) mois à compter de la date d'arrêt des comptes prévue ci-dessus. Au cas où le montant net des droits dus serait inférieur à [...] euros, ce montant sera conservé au crédit du compte du traducteur et sera reporté sur l'exercice suivant. Il ne sera payé que sur demande expresse du traducteur.

Les sommes seront versées au traducteur après déduction des éventuelles cotisations obligatoires. Pour le paiement de ses droits, le traducteur devra fournir à l'éditeur des informations complètes sur sa situation sociale et fiscale. En cas de paiement par virement bancaire, les sommes ne seront payées, le cas échéant qu'après remise du traducteur à l'éditeur d'un relevé d'identité bancaire et d'un formulaire RF rempli par son administration fiscale s'il réside à l'étranger.

6. L'éditeur ou le traducteur peut mettre fin au présent contrat dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article L. 132-17-4 du Code de la propriété intellectuelle<sup>15</sup>.

---

<sup>15</sup> Option plus détaillée : Le contrat d'édition prend fin à l'initiative du traducteur ou de l'éditeur, si, pendant deux années consécutives au-delà d'un délai de quatre ans après la publication de l'œuvre, les états de comptes ne font apparaître de droits versés, ou crédités en compensation d'un à-valoir, au titre d'aucune des opérations suivantes :

- Vente à l'unité du livre dans son intégralité sous une forme imprimée, à l'exception de la vente issue de systèmes de distribution réservés à des abonnés ou à des adhérents;
- Vente ou accès payant à l'unité du livre dans son intégralité sous une forme numérique;
- Consultation numérique payante du livre disponible dans son intégralité, pour les secteurs éditoriaux reposant essentiellement sur ce modèle de mise à disposition ;
- Traductions intégrales du livre sous une forme imprimée ou sous une forme numérique.

La résiliation est notifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de douze mois suivant la date limite d'envoi de l'état des comptes par l'éditeur ou de sa mise à disposition de du traducteur par un procédé de communication électronique.

Le délai de préavis applicable à la résiliation est de trois mois. A l'expiration du délai de préavis, le contrat est résilié de plein droit. La présente clause de fin d'exploitation ne peut pas être mise en œuvre si l'œuvre est incluse en intégralité dans un recueil d'œuvres du traducteur ou d'auteurs différents si le traducteur a donné son accord et si la vente à l'unité de ce recueil dans son intégralité, en version imprimée ou numérique, a donné lieu au versement ou au crédit de droits pendant la période considérée. »

## **ARTICLE 9 : AVANCE SUR DROITS**

### **Option 1 : Comptage manuel**

L'éditeur versera au traducteur, à titre d'à-valoir<sup>16</sup>, une somme brute de ... € (soit ... € x ... feuillets de 25 lignes de 60 signes, espaces compris) payable de la manière suivante :

... % à la signature du présent contrat,

...% à la remise de la traduction,

le solde à la levée de l'option par l'éditeur, sous réserve de l'application de l'article 2.

Ce solde sera ajusté, en augmentation ou en diminution, en fonction du nombre définitif de feuillets dactylographiés de 25 lignes de 60 signes (blancs et espaces compris) calculé par comptage manuel.

Il est expressément convenu que les droits à provenir des exploitations de la traduction (à l'exception toutefois des parts de rémunérations issues de la gestion collective pour copies privée, du droit de reprographie et du droit de prêt en bibliothèque), viendront en amortissement de cette avance.

### **Option 2 : Comptage informatique**

L'éditeur versera au traducteur à titre d'à-valoir, une somme brute de ... € (soit ... € x ...tranches de 1500 signes, espaces compris) payable de la manière suivante :

... % à la signature du présent contrat,

...% à la remise de 50 % de la traduction,

le solde à la levée de l'option par l'éditeur, sous réserve de l'application de l'article 2.

Ce solde sera ajusté, en augmentation ou en diminution, en fonction du nombre définitif de tranches de 1500 signes (espaces compris) calculé par comptage informatique et majoré de ... %<sup>17</sup>.

Il est expressément convenu que les droits à provenir des exploitations de la traduction (à l'exception toutefois des parts de rémunérations issues de la gestion collective pour copies privée, du droit de reprographie et du droit de prêt en bibliothèque), viendront en amortissement de cette avance.

## **ARTICLE 10 : DOMICILE ET DONNEES PERSONNELLES**

1. Le traducteur déclare qu'il est bien résident en France<sup>18</sup> et que son domicile indiqué est bien son domicile principal. Il avisera l'éditeur de tout changement d'adresse.
2. Le traducteur est informé du fait que l'éditeur collecte et traite des données à caractère personnel le concernant.

---

<sup>16</sup> Remplacer « à-valoir » par minimum garanti si aucun tirage n'est indiqué au second paragraphe de l'article 6

<sup>17</sup> entre 15 et 30 %. Article 6 du code des usages pour la traduction d'une œuvre littéraire : « Le comptage informatique donne un nombre de « tranches de 1500 signes » inférieur de 15 % à 30 % (selon le type d'ouvrage) au nombre de « feuillets de 25 lignes de 60 signes ». Une revalorisation du nombre de signes est appliquée en cas de comptage informatique ; ce pourcentage de revalorisation figure au contrat.

<sup>18</sup> Supprimer si le traducteur ne réside pas en France

Au moment où les données en question sont obtenues, l'éditeur lui fournit toutes les informations concernant cette collecte dans un document séparé<sup>19</sup>.

#### **ARTICLE 11 : NOTIFICATION**

Toute notification destinée à l'éditeur en application du présent contrat doit être faite à l'adresse suivante : [...].

#### **ARTICLE 12 : ENGAGEMENT**

Le présent contrat, dans son intégralité engage les héritiers et tous ayants droit du traducteur.

#### **ARTICLE 13 : DIVERS**

La nullité d'une clause du présent contrat n'entraînera pas la nullité du contrat qui conservera toute sa force et sa portée. En pareil cas, les parties s'engagent à négocier de bonne foi afin de remplacer la clause invalidée.

#### **ARTICLE 14 : CLAUSES PARTICULIERES<sup>20</sup>**

*La présente traduction devra notamment être conforme aux critères suivants :*

- *en ce qui concerne l'adaptation du style au public : ..... ;*
- *en ce qui concerne l'adaptation à la collection dans laquelle elle est publiée : ..... ;*
- *en ce qui concerne l'adaptation à un contexte français : ..... ;*
- *en ce qui concerne : ..... (d'autres critères peuvent être indiqués).*

#### **ARTICLE 15 : LOI APPLICABLE**

Le présent contrat est soumis à la loi française.

### **SECTION 2 : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EDITION IMPRIMEE ET AUX EXPLOITATIONS SECONDAIRES ET DERIVEES<sup>21</sup>**

#### **ARTICLE 16 : ETENDUE DE LA CESSION**

**1.** Le traducteur cède expressément à l'éditeur, à titre exclusif, le droit de reproduire, publier et exploiter la traduction sous forme de livre.

La présente cession emporte également pour l'éditeur, à titre exclusif, le droit de reproduire et de représenter, de publier et d'exploiter la traduction en toutes langues et tous pays dans les limites et dans les conditions ci-après déterminées.

---

<sup>19</sup> Cette information peut être délivrée sur un support tel que courrier ou e-mail. Voir le modèle établi par le SNE.

2. La cession prévue aux paragraphes ci-dessus est consentie pour la durée de la propriété littéraire d'après les lois françaises et étrangères et les conventions internationales, actuelles et futures y compris les prolongations qui pourraient être apportées à cette durée.<sup>22</sup>

3. Ce droit d'exploitation cédé à l'éditeur comprend :

*a- Droit de reproduction, d'adaptation et de traduction graphique*

- Le droit de reproduire tout ou partie de la traduction et de ses adaptations et traductions sur tout support graphique actuel ou futur notamment par voie de presse, de photocopie, de micro reproduction ou de livre sous d'autres présentations que l'édition principale et notamment en édition club, au format de poche, illustrée, de luxe (à tirage limité ou non), de demi-luxe, reliée, populaire, scolaire, critique, dans une anthologie ou dans d'autres collections, séparément ou réunie avec d'autres œuvres.

- Le droit d'adapter tout ou partie de la traduction sous forme modifiée, condensée ou étendue par l'intégration d'éléments nouveaux et de reproduire ces adaptations sur tout support graphique actuel ou futur et notamment en pré ou post publication.

- Le droit de traduire ou de faire traduire la traduction en toute langue autre que la langue d'origine et de reproduire ces traductions sur tout support actuel ou futur.

- Le droit de percevoir et de faire percevoir en tous pays les droits dus à l'occasion de reprographie privée ou non, par quelque procédé que ce soit, de tout ou partie de la traduction et de ses adaptations ou traductions.

*b- Droit de reproduction, d'adaptation ou de traduction autre que graphique*

Le droit d'adapter et de traduire tout ou partie de l'œuvre traduite en toutes langues pour toute exploitation autre que graphique et notamment, exploitation en livre-audio, exploitation théâtrale, sonore et musicale, visuelle ou radiophonique.

---

<sup>20</sup> C'est dans un article de clauses particulières qu'il peut être nécessaire de préciser les critères que devrait respecter une traduction. Le non-respect de ces critères permettrait à l'éditeur de refuser le texte, et justifierait que l'option prévue à l'article 3 ne soit pas levée.

<sup>21</sup> Ce modèle de contrat rattache l'essentiel des droits secondaires et dérivés à l'édition imprimée.

<sup>22</sup> Ou : "Pour une durée de .....ans à compter de la signature du présent contrat."

### *c- Droit de représentation*

Le droit de représenter tout ou partie de la traduction et ses adaptations et traductions, à l'exception des adaptations audiovisuelles par tout procédé actuel ou futur de communication au public et notamment par

- lecture publique, représentation publique et télédiffusion, théâtre et autres représentations scéniques.
- diffusion par voie hertzienne, par satellite, par télédiffusion, par tout moyen de télécommunication, par tout moyen de câblo-distribution et sur tout réseau de diffusion.

Ce droit comprend également la diffusion qui pourrait être faite de l'œuvre traduite, de ses adaptations et traductions, graphiques ou non graphiques dans tout réseau numérique et par tous les procédés de communication au public en ligne.

### *d- Droit de merchandising ou merchandising*

Le droit de reproduire, d'adapter, de traduire, de représenter tout ou partie de la traduction et ses adaptations et traductions, en toutes langues, pour tous publics, et notamment les personnages et leur univers, les signes distinctifs et les expressions qui seraient popularisés par l'œuvre traduite sous toutes formes, procédés et supports, actuels ou futurs, connus ou inconnus, et notamment :

- aux fins de mettre en scène les personnages dans leur univers ou dans tout autre univers et dans tout contexte ;
- sous forme de produits ou de services dits de « merchandising » définis comme l'association d'un ou plusieurs éléments de l'œuvre traduite, et notamment les personnages et leur univers, à la mise à disposition d'un produit ou d'un service, quel que soit le procédé :
  - notamment vente, location, prêt, caractère promotionnel, publicitaire ou autres -, que l'élément constitue l'objet même du produit ou du service, ou qu'il en constitue l'accessoire ;
  - par lots, associée à d'autres œuvres de même genre ou d'un genre différent ou associée à d'autres produits de quelque nature que ce soit.

Il est convenu que la non exploitation de l'un ou plusieurs de ces droits, sous réserve de l'Article 17 du présent contrat, ne peut en aucun cas être une cause de résiliation de la présente Section.

**4.** Les droits cédés aux paragraphes ci-dessus ne pourront être exercés que dans le respect des droits de l'auteur et de l'éditeur de l'œuvre d'origine.

Le traducteur reconnaît expressément que l'exercice de ces droits pourrait être rendu impossible par l'auteur et l'éditeur de l'œuvre d'origine sans que la responsabilité de l'éditeur puisse être engagée de ce fait.

**5.** Sous réserve de procéder lui-même à une publication de la traduction en librairie, il est expressément convenu que l'éditeur est habilité à accorder à des tiers, tant en France qu'à l'étranger et le cas échéant, par voie de cession, toutes les autorisations de reproduire et de représenter, de publier et d'exploiter la traduction dans la limite des droits qui lui sont conférés par le présent contrat, y compris celui de la publication sous forme de livre.

Le traducteur s'engage à communiquer à l'éditeur toute demande qui lui serait faite par un tiers.

La rupture du présent contrat serait sans influence sur la validité des cessions ou des autorisations consenties antérieurement par l'éditeur à des tiers, qui continueraient de produire effet à l'égard de l'ensemble des parties.

## **ARTICLE 17 : OBLIGATIONS DE L'ÉDITEUR**

1. Sous réserve de l'option prévue à l'article 3 du présent contrat, l'éditeur s'engage à publier la traduction sous forme de livre dans les conditions prévues au présent contrat et à assurer à ce livre une exploitation permanente et suivie et une diffusion commerciale, conformément aux usages de la profession.

A cet effet, il est convenu que le livre devra être publié dans un délai de ..... à compter de la levée d'option sauf retard imputable au traducteur.

Si, malgré la levée de l'option, l'éditeur ne procédait pas à la publication de la traduction, le traducteur peut le mettre en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de publier la traduction en lui impartissant un délai de 6 mois. A défaut, la reprise par le traducteur des droits cédés a lieu de plein droit. En ce cas, l'intégralité de l'à-valoir serait acquise au traducteur à titre de dédit forfaitaire et il reprendrait tous ses droits relatifs à la forme imprimée de l'œuvre traduite <sup>23</sup>.

2. L'éditeur est tenu d'assurer à l'œuvre traduite une exploitation permanente et suivie et une diffusion commerciale conformes aux dispositions de la loi et de l'accord conclu en application de l'article L.132-17-8 du Code de la propriété intellectuelle et étendu par arrêté.

La résiliation de la cession des droits d'exploitation visés à l'Article 16 a lieu de plein droit lorsque, sur mise en demeure du traducteur lui impartissant un délai de six (6) mois, l'éditeur aura manqué à son obligation d'exploitation permanente et suivie telle qu'elle résulte de l'accord conclu en application de l'article L.132-17-8 du Code de la propriété intellectuelle et étendu par arrêté sans y remédier.

Cette résiliation n'a pas d'effet sur la partie du présent contrat relative à la cession des droits d'exploitation de la traduction sous une forme numérique, ni sur le contrat de cession des droits d'adaptation audiovisuelle de la traduction. Elle ne remet pas en cause la validité des cessions ou autorisations consenties auparavant par l'éditeur à des tiers, pour lesquelles l'éditeur restera partie prenante.

## **ARTICLE 18 : RÉMUNÉRATION DU TRADUCTEUR**

1. Dans les cas d'exploitation directe par l'éditeur, celui-ci devra au traducteur, pour chaque exemplaire vendu, un droit ainsi calculé sur le prix de vente au public hors taxes :

- Pour les exemplaires brochés de l'édition formule courante : ... % du prix de vente au public hors taxes.
- Pour les ventes directes et spéciales hors librairies par quelque canal de vente que ce soit, autre que la librairie, telles que ventes par correspondance, ventes aux clubs, opérations exceptionnelles réalisées hors librairie, l'éditeur verse au traducteur ..... % du prix de vente au public hors taxes.

---

<sup>23</sup> Option : remplacer par : « Dans ce cas, le Traducteur devra restituer à l'éditeur toutes les sommes qui lui auront été versées au titre d'avances sur droit et il reprendrait tous ses droits relatifs à la forme imprimée de l'œuvre traduite ». Mise en cohérence nécessaire des options décrites aux notes 3, 9, 23, 25 et 30.

Dans le cas où le prix de vente au public ne pourrait être pratiquement déterminé, il sera versé au traducteur ..... % du prix de cession hors taxes facturé et encaissé par l'éditeur.

- Pour toutes versions « poche » de l'ouvrage, exploitées directement par l'éditeur : ..... % du prix de vente au public hors taxes
- Pour toutes versions sonores exploitées par l'éditeur et notamment sous forme de livre audio, ... % du prix de vente hors taxes conseillé par l'éditeur
- Pour les ventes à l'export : ... % du prix de vente au public hors taxes.

2. Sous réserve de l'obligation de procéder lui-même à une publication de la traduction, il est expressément convenu que l'éditeur est habilité à accorder à des tiers, par voie de cession toutes les autorisations qu'il jugera nécessaires pour l'exploitation des droits qui lui sont cédés par le traducteur par le présent contrat.

L'éditeur devra au traducteur en cas d'exploitation par un tiers de ces droits, ...% des recettes brutes hors taxes qu'il aura perçues.

3. Les droits d'auteur ne porteront :

- ni sur les exemplaires destinés au service de presse, à la promotion et à la publicité, au dépôt légal et aux justificatifs,
- ni sur les exemplaires remis gratuitement au traducteur,
- ni sur les exemplaires mis au pilon ou détruits par incendie, inondation ou autres cas malheureux ou de force majeure. L'éditeur ne pourra être tenu responsable de ces détériorations et il ne sera dû par lui aucune indemnité.

#### **ARTICLE 19 : CAS MALHEUREUX**

En cas d'incendie, inondation ou encore de tout cas accidentel ou de force majeure ayant eu pour conséquence la détérioration, la destruction ou la disparition de tout ou partie des exemplaires en stock, l'éditeur ne pourra être tenu pour responsable des exemplaires détériorés, détruits ou disparus et il ne sera dû par lui aucun droit ni aucune indemnité relatifs à ces exemplaires.

#### **ARTICLE 20 : VENTE EN SOLDE ET MISE AU PILON**

1. En cas de mévente, l'éditeur pourra, après en avoir averti le traducteur à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

- soit solder les exemplaires en stock, étant précisé que le produit de cette vente lui restera acquis sans droits d'auteur si les ouvrages sont revendus à moins de 20 % du prix public et que, dans le cas contraire, le traducteur touchera des droits calculés sur le montant du prix de vente au soldeur ;

- soit procéder à une mise au pilon totale.

2. Si, à quelque moment que ce soit y compris dès le début de l'exploitation, l'éditeur a en magasin un stock plus important de l'ouvrage qu'il ne le juge nécessaire, il aura le droit, sans que le contrat puisse être pour autant résilié et sous réserve que les commandes puissent être satisfaites, de pilonner une partie du stock.

## **SECTION 3 : DISPOSITIONS SPECIFIQUES A L'EXPLOITATION DE L'ŒUVRE TRADUITE SOUS FORME NUMERIQUE**

### **ARTICLE 21 : ETENDUE ET DUREE DE LA CESSION DES DROITS**

**1.** Le traducteur cède à l'éditeur, à titre exclusif, le droit de publier et exploiter la traduction sous forme numérique, dans les limites et conditions déterminées ci-après.

Les droits de reproduction et de représentation cédés pourront être exploités en toutes langues<sup>24</sup> et tous pays, sous toutes formes et présentation et par tous procédés actuels et futurs.

**2.** La cession est consentie pour la durée de la propriété littéraire d'après les lois françaises et étrangères et les conventions internationales, actuelles et futures y compris les prolongations qui pourraient être apportées à cette durée.<sup>25</sup>

**3.** Le droit d'exploitation numérique cédé à l'éditeur comprend :

- Le droit de reproduire tout ou partie de la traduction, de ses traductions et de ses adaptations sur tout support d'enregistrement numérique, tant actuel que futur ou tout autre support permettant de stocker de manière transitoire ou permanente des informations numérisées, permettant la consultation de l'œuvre traduite hors ligne et en ligne, par le biais d'une connexion numérique ou analogique distante et/ou locale.
- le droit de représenter et de communiquer au public par voie électronique tout ou partie de la traduction, de ses traductions et de ses adaptations par tous procédés de communication au public en ligne actuel ou futur, par tout réseau numérique tel que le réseau Internet, les réseaux intranet de toute personne morale de droit public ou privé et notamment des entreprises, établissements d'enseignement, bibliothèques, et notamment tous systèmes interactifs destinés aux téléphones mobiles, aux assistants personnels et autres terminaux de réception permettant à tout tiers de consulter ou télécharger l'œuvre traduite partiellement ou dans son intégralité (smartphones, tablettes numériques, PDA, etc.) ou tout autre mode de transmission actuel ou futur ne supposant pas la vente d'un support mais permettant l'accès à des contenus par les utilisateurs via des serveurs publics ou privés.
- le droit d'adapter la traduction sous forme d'œuvre multimédia ou de l'intégrer dans une œuvre multimédia<sup>26</sup>. Ce droit comprend celui de reproduire et représenter la traduction en tout ou partie dans une œuvre multimédia en procédant, le cas échéant, aux adaptations nécessaires.

Les conditions d'adaptation de la traduction sous forme d'œuvre multimédia font, en tant que de besoin, l'objet d'un avenant au présent contrat, notamment lorsque le traducteur doit à cette fin procéder lui-même à des adaptations de la traduction, ou participer à l'élaboration de l'œuvre.

- le droit de traduire en toutes langues et en tous pays tout ou partie de la traduction et ses adaptations et de reproduire ces traductions sur tout support d'enregistrement numérique, isolément ou dans une autre œuvre.

---

<sup>24</sup> Uniquement quand l'œuvre d'origine est dans le domaine public.

<sup>25</sup> Ou : « Pour une durée de .....ans à compter de la signature du présent contrat. »

<sup>26</sup> On entend par œuvre multimédia une œuvre regroupant des éléments de natures différentes, telles que des images, des textes, des séquences musicales, des prestations d'artistes interprètes, dont la structure et l'accès sont régis par un logiciel permettant l'interactivité de la consultation.



4. L'exploitation de la traduction sous forme numérique, y compris lorsqu'il s'agit d'une adaptation de la traduction sous forme multimédia, est susceptible d'entraîner des modifications dans la présentation, les modalités d'accès et de consultation de la traduction. L'éditeur est seul juge de ces modifications, sous réserve de l'accord du traducteur chaque fois qu'elles sont susceptibles de modifier d'une manière substantielle le contenu ou l'esprit de la traduction.

Lorsque les modifications ne sont déterminées que par des impératifs techniques ou des choix éditoriaux visant à permettre la diffusion et la consultation de la traduction dans les meilleures conditions, l'éditeur est maître des choix qui sont effectués.

**(Option)** Dans l'intérêt et pour les nécessités de l'exploitation de la traduction sous forme numérique, l'éditeur peut être amené à introduire dans l'œuvre traduite des liens hypertextes ou toute autre forme de procédé permettant la consultation interactive et/ou sélectionner, indexer ou mettre en forme tout ou partie de la traduction et de ses adaptations et traductions.

5. Il est convenu que la non exploitation de l'un ou plusieurs de ces droits, sous réserve de l'Article 22 du présent contrat, ne peut en aucun cas être une cause de résiliation de la présente Section.

6. La traduction étant un accessoire de l'œuvre traduite, le traducteur ne pourra exiger la publication ou l'exploitation de la traduction si l'éditeur perd les droits correspondants sur l'œuvre d'origine.

Dans ce cas, le traducteur conservera les droits déjà versés à titre de dédit forfaitaire.<sup>27</sup>

7. Tous les droits de propriété littéraire de l'auteur et de l'éditeur de l'œuvre d'origine et de leurs ayants droit sont expressément réservés.

## **ARTICLE 22 : PUBLICATION**

Sous réserve pour lui de lever l'option prévue à l'article 3 du présent contrat, l'éditeur s'engage à publier la traduction sous forme de livre numérique homothétique ou enrichi dans un délai de [...] <sup>28</sup> à compter de la remise par le traducteur du fichier définitif et complet, tel que défini à l'Article 1 du présent contrat, sauf retard imputable au traducteur. A défaut d'élément probant quant à la date de cette remise, l'éditeur est tenu de publier la traduction dans un délai de 3 ans à compter de la signature du présent contrat.

Toutefois, l'éditeur ne sera pas tenu de publier la traduction sous une forme numérique avant sa publication sous une forme imprimée conformément à l'article 3 de l'accord conclu en application de l'article L.132-17-8 du Code de la propriété intellectuelle et étendu par arrêté.

L'éditeur peut recourir à des mesures techniques de protection et/ou d'information sous forme électronique relativement à tout ou partie de l'œuvre traduite créée en application du présent contrat.

Le recours à ces mesures techniques, réalisable pour chacun des modes d'exploitation cédés à l'éditeur, peut résulter de choix commerciaux ou de nécessités techniques et peut notamment avoir pour finalité la gestion des autorisations accordées, la protection de l'œuvre traduite contre des actes non autorisés par la loi ou par l'éditeur ainsi que l'identification de l'œuvre traduite et le suivi de son utilisation.

---

<sup>27</sup> Option : remplacer par : « Dans ce cas, le traducteur devra restituer à l'éditeur toutes les sommes qui lui auront été versées au titre d'avances sur droit et il reprendrait tous ses droits numériques sur l'œuvre traduite ». Mise en cohérence nécessaire des options décrites aux notes 3, 9, 23, 25 et 30.

<sup>28</sup> Maximum 15 mois

Le traducteur pourra, s'il en fait la demande écrite, obtenir de l'éditeur des informations relatives aux caractéristiques essentielles des mesures techniques sus évoquées et effectivement employées dans le cadre des exploitations numériques de l'œuvre traduite visées par le présent contrat.

### **ARTICLE 23 : BON A DIFFUSER NUMERIQUE**

Les épreuves papier, telles que prévues à l'Article 4 du présent contrat, valent bon à diffuser du livre numérique.

Si l'œuvre traduite contient des illustrations ou si l'éditeur apporte aux épreuves papier des modifications ou des enrichissements autres que ceux nécessaires à l'exploitation numérique de l'œuvre traduite, le traducteur recevra un jeu d'épreuves numériques et s'engage à le lire, le corriger et le renvoyer dans un délai maximal de [...] revêtu de son bon à diffuser numérique.

### **ARTICLE 24 : EXPLOITATION PERMANENTE ET SUIVIE**

L'éditeur est tenu d'assurer à l'œuvre traduite sous forme numérique une exploitation permanente et suivie et une diffusion commerciale conformes aux dispositions de l'accord conclu en application de l'article L.132-17-8 du Code de la propriété intellectuelle et étendu par arrêté.

### **ARTICLE 25 : REMUNERATION EN CAS D'EXPLOITATION DIRECTE PAR L'EDITEUR DES DROITS CEDES<sup>29</sup>**

1. Pour toutes les versions au format numérique, l'éditeur devra au traducteur ...% du prix HT du livre numérique<sup>30</sup>.
2. Dans le cas où il n'y a pas de prix de vente à l'unité (bouquets, abonnements, etc.), le traducteur percevra ....% du prix payé par le public au prorata des consultations et des téléchargements de l'œuvre traduite. Les modalités de calcul du prix de vente servant de base à la rémunération, lorsqu'il fait l'objet d'une reconstitution par l'éditeur, seront communiquées au traducteur, sur simple demande de celui-ci. Dans l'hypothèse où l'éditeur ne serait pas en mesure d'effectuer ce calcul, le traducteur percevra ....% des recettes hors taxes encaissées par l'éditeur au prorata des consultations et des téléchargements de l'œuvre traduite.

### **ARTICLE 26 : REMUNERATION EN CAS D'EXPLOITATION PAR UN TIERS DES DROITS CEDES**

Sous réserve de l'obligation de procéder lui-même à une publication numérique de l'œuvre traduite, il est expressément convenu que l'éditeur est habilité à accorder à des tiers, par voie de cession, toutes les

---

<sup>29</sup> Si l'éditeur souhaite mettre en œuvre un modèle économique reposant en tout ou partie sur la publicité ou sur toutes autres recettes liées indirectement à l'œuvre traduite, le contrat doit indiquer une rémunération correspondante ou à défaut que la rémunération due au traducteur à ce titre sera fixée par avenant.

<sup>30</sup> Option : Dans le cas d'exemplaires numériques dédiés au dépôt légal, à l'envoi de justificatifs, ou pour les besoins de la promotion, ajouter une clause : « Les droits d'auteur ne portent ni sur les exemplaires remis gratuitement pour son usage personnel ou vendus au traducteur, ni sur ceux réservés au dépôt légal ou à l'envoi de justificatifs, ni sur ceux utilisés pour les besoins de la promotion et de la publicité de l'œuvre traduite ».

autorisations qu'il juge nécessaires pour l'exploitation des droits qui lui sont cédés par le traducteur à l'Article 21 du présent contrat.

L'éditeur devra au traducteur, en cas d'exploitation par un tiers de ces droits, ...% des recettes hors taxes qu'il aura perçues.

## **ARTICLE 27 : REEXAMEN DES CONDITIONS ECONOMIQUES DE LA CESSION DES DROITS D'EXPLOITATION NUMERIQUE<sup>31</sup>**

Le traducteur et l'éditeur peuvent chacun demander un réexamen des conditions économiques de la cession des droits d'exploitation numérique de l'œuvre traduite au terme d'un délai de quatre (4) ans à compter de la signature du présent contrat et pour une durée de deux (2) ans.

Passé ce délai de six (6) ans et pendant une durée de neuf (9) ans, le traducteur et l'éditeur peuvent chacun introduire deux demandes de réexamen.

Au-delà de cette période de quinze (15) ans, la demande de réexamen a lieu uniquement en cas de modification substantielle de l'économie du secteur entraînant un déséquilibre du contrat depuis sa signature ou sa dernière version.

Dans tous les cas, l'autre partie dispose d'un délai maximum de trois (3) mois pour faire droit à la demande de réexamen.

Le réexamen des conditions économiques du contrat doit porter notamment sur l'adéquation de la rémunération du traducteur, qu'elle soit proportionnelle ou forfaitaire, à l'évolution des modèles économiques de diffusion numérique de l'éditeur ou du secteur.

En cas de refus de réexamen ou de désaccord, l'une ou l'autre des parties peut saisir une commission de conciliation, composée à parité de représentants des auteurs et des éditeurs, dans les conditions prévues par l'article 6 de l'accord conclu en application de l'article L.132-17-8 du Code de la propriété intellectuelle et étendu par arrêté.

## **ARTICLE 28 : REDDITION DES COMPTES NUMERIQUES**

Lors de la reddition annuelle des comptes au traducteur prévue selon les modalités visées à l'Article 8 du présent contrat, l'éditeur devra consacrer une partie spécifique à l'exploitation numérique de l'œuvre traduite et mentionner d'une part, les revenus issus de la vente à l'unité, et, d'autre part, les revenus issus des autres modes d'exploitation de l'œuvre traduite, ainsi que les modalités de calcul de ces revenus en précisant l'assiette et le taux de rémunération. Ces autres modes d'exploitation doivent chacun être spécifiquement identifiés par une ligne distincte.

---

<sup>31</sup> *Option plus simplifiée* : « L'éditeur et le traducteur peuvent chacun demander un réexamen des conditions économiques de la cession des droits d'exploitation numérique de l'œuvre traduite dans les délais et selon les modalités prévues à l'article 6 de l'accord conclu en application de l'article L.132-17-8 du Code de la propriété intellectuelle et étendu par arrêté ».

## **ARTICLE 29 : RESILIATION DE LA CESSION DES DROITS D'EXPLOITATION NUMERIQUE**

1. A défaut de publication numérique de l'œuvre traduite dans le délai prévu à l'Article 22 ci-dessus, la cession des droits d'exploitation numérique peut être résiliée selon les modalités fixées à l'article 3 de l'accord conclu en application de l'article L.132-17-8 du Code de la propriété intellectuelle et étendu par arrêté trois mois après l'envoi d'une mise en demeure préalable. La cession des droits d'exploitation numérique peut être résiliée de plein droit, sur simple notification du traducteur par lettre recommandée avec accusé de réception, lorsque l'éditeur n'a pas procédé à la publication numérique de l'œuvre traduite dans un délai de deux (2) ans et trois (3) mois à compter de la remise du manuscrit par le traducteur ou de quatre (4) ans à compter de la signature du contrat à défaut d'élément probant quant à la date de la remise de l'objet de l'édition en une forme qui permette la publication.
2. Postérieurement à la publication numérique de l'œuvre traduite, la résiliation de la cession des droits d'exploitation numérique a lieu de plein droit lorsque, sur mise en demeure du traducteur par lettre recommandée avec accusé de réception lui impartissant un délai de six (6) mois, l'éditeur n'a pas exécuté l'une des obligations lui incombant au titre de l'exploitation permanente et suivie numérique.
3. La résiliation de plein droit n'a d'effet que sur la partie distincte du contrat d'édition relative à la cession des droits d'exploitation numérique. Elle ne remet pas en cause la validité des cessions ou autorisations consenties auparavant par l'éditeur à des tiers, pour lesquelles l'éditeur restera partie prenante.
4. Le traducteur reprend les droits d'exploitation numérique de la dernière version de l'œuvre traduite approuvée par lui sans qu'il soit besoin de nouvelle mise en demeure. Les apports d'autres auteurs distincts de l'œuvre traduite (illustrations, préface, appareil critique, maquette...) restent la propriété de ces auteurs ou de l'éditeur.
5. En cas de résiliation de la cession des droits d'exploitation numérique, l'intégralité de l'à-valoir serait acquise au traducteur à titre de dédit forfaitaire et il reprendrait tous ses droits numériques sur l'œuvre traduite <sup>32</sup>.

Fait et signé en ..... exemplaires  
à ....., le .....

LE TRADUCTEUR

L'ÉDITEUR

---

<sup>32</sup> Option : remplacer par : « Dans ce cas, le traducteur devra restituer à l'éditeur toutes les sommes qui lui auront été versées au titre d'avances sur droit et il reprendrait tous ses droits numériques sur l'œuvre traduite »  
Mise en cohérence nécessaire des options décrites aux notes 3, 9, 23, 25 et 30.